

STUART EIZENSTAT

Senior Counsel chez Covington & Burling LLP, ancien conseiller principal en politique intérieure de la Maison-Blanche auprès du Président Jimmy Carter

Fareed Yasseen, ambassadeur d'Irak aux États-Unis

Après ce point de vue de Moscou, dirigeons-nous vers Washington et l'honorable Stuart Eizenstat. Il affiche une carrière brillante au sein du gouvernement américain et a été sous-secrétaire d'État à deux reprises, secrétaire adjoint au Trésor et, bien sûr, est bien connu pour avoir réglé de nombreux problèmes en suspens auxquels les survivants de l'Holocauste ont dû faire face pour récupérer certains de leurs biens confisqués par les nazis.

Stuart Eizenstat

Merci beaucoup M. l'Ambassadeur, je suis désolé de ne pas pouvoir être avec vous physiquement. Tout d'abord, je veux présenter les grandes lignes politiques de l'administration Biden. Premièrement, se détacher du néo-isolationnisme et de l'unilatéralisme « America First » de l'administration Trump pour faire de l'Amérique un leader pleinement engagé à résoudre les problèmes mondiaux et à promouvoir un ordre mondial basé sur l'État de droit. Deuxièmement, raviver les alliances avec l'Europe, l'OTAN et l'Union européenne, dont j'ai été ambassadeur sous l'administration Clinton, et avec les pays d'Asie-Pacifique pour faire face aux défis du XXI^{ème} siècle. En premier, gérer le terrorisme, Al-Qaïda et l'État islamique. Ensuite, les problèmes de santé mondiale, en particulier la pandémie de Covid où l'administration a donné plus de vaccins au programme Covax pour l'Afrique et les pays en développement, que n'importe quel autre pays. En troisième, une importance réelle pour le changement climatique, que l'administration précédente avait complètement rejeté. L'ancien secrétaire d'État John Kerry a été nommé pour se rendre à Glasgow, mais nous sommes conscients que cela nécessite également une coopération mondiale. Les États-Unis sont responsables pour seulement 15 % des émissions mondiales et nous devons rallier d'autres pays si nous voulons atteindre les objectifs des Accords de Paris. Alors même que nous discutons, l'administration cherche à mettre au point une législation [inaudible] un Congrès divisé sur le programme « Build Back Better » de l'administration Biden, qui contient des éléments substantiels sur le climat. Je pense qu'avec toutes les provisions que nous avons lues, d'ici la fin du mois une part substantielle de ce programme va passer.

La troisième priorité de la politique étrangère est de rallier des pays pour gérer les défis impliquant la Chine, qui est considérée par l'administration comme le plus gros défi géopolitique. Le secrétaire Blinken l'a exprimé très clairement : « Nous allons concurrencer la Chine sur le plan économique, technologique et militaire. Nous collaborerons avec la Chine chaque fois que cela sera possible, sur le climat par exemple et si besoin, confronterons la

Chine quand elle agit de façon inappropriée dans des zones comme la mer de Chine Méridionale. »

Le quatrième concept et objectif de la politique étrangère de Biden est de lier cette dernière à la politique intérieure dans la conviction qu'une Amérique plus forte sur son sol est une Amérique plus forte à l'étranger.

Je vais vous parler franchement des problèmes liés à ces objectifs et ensuite j'aborderai directement le Moyen-Orient. Le premier problème pour atteindre ces objectifs est que, pour le dire clairement, les États-Unis, qui restent la première puissance militaire et économique, n'ont plus la suprématie incontestée dont ils jouissaient il y a encore 10 ou 15 ans pour gérer l'ascension de la Chine, une Russie plus agressive et plus affirmée et la montée des puissances régionales de la Corée du Nord à l'Iran et au-delà.

Deuxièmement, il est très difficile d'atteindre nombre de ces objectifs sans la projection de force militaire et ici la perte de troupes au sol, la perte de la base aérienne de Bagram en Afghanistan, le retrait chaotique d'Afghanistan sans notification préalable de nos alliés, qui avaient en fait plus de troupes en Afghanistan que les États-Unis, ajouté au contrat des sous-marins australiens, ce qui a créé des problèmes pour la construction ou reconstruction de ces alliances. Dans le même temps, l'administration a maintenu les taxes mises en place par l'administration Trump sur l'acier et l'aluminium européens et sur les produits chinois.

Je vais maintenant parler du Moyen-Orient. Je vais faire preuve de candeur, et bien sûr je ne parle pas pour l'administration mais en tant que personne qui, je pense, connaît bien la région et ses acteurs clés ; j'ai travaillé avec eux sous de précédentes administrations. Les administrations voient le Moyen-Orient comme une priorité moindre dans la politique étrangère par rapport à la Chine, la Russie et l'Asie-Pacifique. Les guerres du Moyen-Orient ont drainé des milliards de dollars en besoins intérieurs et à une heure de grande polarisation politique domestique, il y a un accord bipartisan pour se concentrer plus sur la Chine et moins sur ce qu'on appelle des guerres sans fin. Passer d'une politique fondée sur la force militaire à ce que le président Biden a appelé dans son discours aux Nations Unies, la diplomatie.

Laissez-moi citer mon bon ami le secrétaire d'État Tony Blinken : « En ce qui concerne l'allocation de temps et la priorité budgétaire, je pense que nous allons donner moins au Moyen-Orient, pas plus ». Le conseiller national à la sécurité Jake Sullivan a déclaré qu'une des erreurs de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient au cours des dernières décennies, tant sous les administrations républicaines que démocrates, avait été de donner une plus grande priorité à la composante militaire qu'à la composante diplomatique. Dans le document récemment publié qui détaille les orientations intérimaires stratégiques de sécurité nationale, on peut noter le peu d'attention dédiée au Moyen-Orient. Il y a une déclaration sur le maintien des engagements solides envers Israël et la sécurité et la solution à deux États. Cependant, tout le monde est d'accord pour dire qu'essayer de relancer le genre de processus de paix agressif que le secrétaire d'État de l'époque John Kerry a tenté en 2014, sous l'administration Obama, est voué à l'échec. Aucune des parties n'est prête à faire le genre de compromis qui permettrait un tel accord de paix. Par conséquent, l'administration va insister bien plus que ses prédécesseurs sur l'amélioration des conditions de vies des Palestiniens et l'opposition à l'expansion des colonies israéliennes, qui compliquerait une éventuelle solution à deux États.

La deuxième partie de cette nouvelle stratégie nationale de sécurité est de travailler avec des partenaires régionaux au Moyen-Orient pour décourager toute agression iranienne. Le troisième élément de la partie Moyen-Orient de cette stratégie est de désorganiser Al-Qaïda et les réseaux terroristes associés et de prévenir la résurgence de l'État islamique, puis de résoudre les conflits armés. Cependant, avec une déclaration claire et je cite quasiment mot pour mot le document, nous ne pensons pas que la force militaire soit la solution aux défis récents, et nous ne donnerons pas à nos partenaires du Moyen-Orient, et cela inclut en partie l'Arabie saoudite, ce qu'ils nomment dans le document un chèque en blanc pour poursuivre des politiques en désaccord avec les valeurs et intérêts américains. Ce document stipule que c'est pour cela qu'ils ont cessé le soutien américain aux offensives militaires au Yémen et qu'ils soutiennent les efforts des Nations Unies pour mettre fin à la guerre. Ils déclarent que notre but est de désamorcer les tensions régionales et de créer des espaces partout au Moyen-Orient pour que les peuples puissent accomplir leurs aspirations. Ils stipulent également qu'au Moyen-Orient, nous allons ramener à la juste taille, et c'est un terme diplomatique pour dire réduire, notre présence militaire afin de démanteler les réseaux internationaux de terrorisme, pour décourager toute agression iranienne et pour protéger les autres intérêts vitaux des États-Unis. Personnellement je pense que ces objectifs auraient bénéficié du maintien de la présence de 3000 troupes américaines en Afghanistan mais de toute évidence, ça n'a pas été la décision prise par le Président.

Au-delà de tout cela, les Accords d'Abraham de l'ère Trump vont être soutenus voire développés. À mon avis, l'administration va continuer de plaider pour la normalisation des relations entre le Maroc et Israël, en particulier la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. J'ai été au Maroc à plusieurs reprises et j'ai l'honneur de siéger au conseil consultatif de l'OCP, une de leurs plus grandes entreprises. Je pense aussi que l'administration va continuer à exclure le Soudan de leur liste de terroristes, la liste nommée SST, ce qui était leur condition pour la normalisation.

Je vais conclure en parlant de l'Iran. L'administration a récemment utilisé la force militaire contre des milices basées en Iran qui avaient pris pour cible les forces américaines et de la coalition, M. l'Ambassadeur, dans votre pays en Irak. Il y a une profonde envie de ramener l'Iran dans l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, et un sentiment que la décision du président Trump de sortir de l'accord de non-prolifération, avec tous ses défauts, a ouvert la porte pour que l'Iran dépasse les limites de l'accord de 2015 et s'approche dangereusement d'une capacité à produire du carburant nucléaire militaire. Pour être plus spécifique, selon les termes de l'accord de 2015, l'Iran était limité à un enrichissement de l'uranium sous les 4 %. Je me permets de dire à mes collègues russes que la Russie a joué un rôle très constructif dans l'Accord de Vienne, pas seulement dans les négociations, mais c'était le lieu où l'Iran envoyait son uranium enrichi. Depuis le retrait de l'administration Trump, l'Iran constitue un énorme stock avec de l'uranium jusqu'à 20 % et même 60 %, avec des centrifugeuses plus rapides, qui sont très proches des installations militaires. Les experts pensent que ce n'est qu'une question de mois avant qu'ils n'atteignent le niveau militaire et ils sont passés de 300 à plus de 3000 kilogrammes d'uranium enrichi.

Je vais me permettre une prévision, qui peut ou non devenir réalité, mais c'est la meilleure hypothèse que je puisse formuler. J'ai écouté pendant de nombreuses années le think tank sur l'Iran Atlantic Council's Iran Taskforce. J'ai rencontré à plusieurs reprises le ministre Zarif,

et c'est à mon avis une tragédie qu'il n'y ait pas eu plus de régimes modérés avec le président Rouhani et le ministre des Affaires étrangères Zarif, nous aurions pu construire sur la base de l'Accord de Vienne. En lieu de ça, nous avons maintenant un gouvernement inflexible avec Ebrahim Raïssi et les commentaires du ministre des Affaires étrangères aux Nations Unies au cours des derniers jours étaient très durs. Alors que le secrétaire d'État Blinken a appelé à un accord plus long et plus fort pour remplacer l'accord de non-prolifération de 2015, qui court jusqu'à 2030, le ministre iranien des Affaires étrangères a directement rejeté ce qu'il a appelé le soi-disant accord plus long et plus fort et a déclaré qu'ils voulaient un plus grand allègement des sanctions que ce qui était prévu dans l'Accord de Vienne. Considérant cet affrontement, je suis toujours persuadé que les États-Unis et l'Iran savent qu'il est dans leur intérêt de trouver un nouvel accord. Mon ami Rob Malley négocie cela pour les États-Unis, et je pense que le meilleur qu'on puisse espérer voir est un accord temporaire qui va ramener l'Iran dans un plan d'action légèrement plus fort et basique avec peut-être des sanctions quelque peu allégées, mais rien de plus. Je sais que nombre de nos collègues dans la région souhaitent, à juste titre, que l'Iran soit sous contrainte, pas seulement dans la dimension nucléaire, mais sur la construction de missiles, le soutien aux groupes terroristes, la violation des droits et l'intervention dans des pays comme le Liban ou la Syrie. Malheureusement, cela n'arrivera pas, c'est plus lourd que ce que l'accord nucléaire ne peut supporter, mais je tiens à mentionner pour mes collègues du monde arabe que même s'il y a un retour des États-Unis et de l'Iran dans l'Accord de Vienne ou un accord de non-prolifération légèrement développé, les États-Unis vont maintenir des sanctions séparées envers l'Iran pour son programme de missiles nucléaires et son soutien au terrorisme. Ils l'ont prouvé par l'attaque récente, comme je l'ai évoqué, de milices provenant d'Iran sur le sol d'Irak, ils n'hésiteront pas à réitérer ce genre d'actions. Merci beaucoup de m'avoir permis de participer à ce panel de la World Policy Conference de mon cher ami Thierry de Montbrial. J'attends vos questions avec plaisir.

Fareed Yasseen

Merci d'être resté éveillé si tard. Je pense qu'il doit être environ deux ou trois heures du matin.

Stuart Eizenstat

Ce n'est pas tant se coucher tard que se lever tôt.

Fareed Yasseen

Merci tout de même.